



**COORDINATION  
communiste**  
NORD | PAS DE CALAIS

*pour la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire*

## **Unir la résistance sociale et politique**

### **Pour faire reculer Macron !**

Après le score de la présidentielle qui a placé Jean-Luc Mélenchon aux portes du 2<sup>nd</sup> tour, après l'élection législative et ses plus de 11% de voix confirmées, grâce aussi au dynamisme de ses députés portés par l'investissement sur le terrain des milliers de militants, la France Insoumise s'est affirmée dans le rôle de **premier opposant à la politique de Macron**, place que lui reconnaît le peuple dans tous les sondages d'opinion réalisés à ce jour.

La FI a apporté sa contribution à la mobilisation contre les ordonnances Macron, non seulement en appelant à chaque fois à participer aux mobilisations décidées par les organisations syndicales, mais en organisant une « Marche contre le coup d'Etat social » le samedi 23 septembre à Paris, marche qui a réuni près de 150 000 manifestants, pas seulement d'ailleurs des « insoumis », mais aussi des syndicalistes par exemple.

Malgré cela, le sentiment est resté – attisé certes par des médias friands de division – d'une mobilisation séparée contre les ordonnances Macron : d'un côté les syndicats lors de journées d'action répétées ; de l'autre la France Insoumise.

Les uns et les autres en venant cependant à justifier, de fait, cette séparation : interventions d'un côté de cégétistes voyant d'abord dans les initiatives de la FI une « concurrence » mal venue, exprimant une opinion selon laquelle le « terrain de la contestation sociale » ne serait que celui des organisations syndicales ; interventions de l'autre côté de Jean-Mélenchon appelant publiquement, lors de son discours du

23 septembre, les syndicats à « prendre la tête du mouvement » et en leur proposant un objectif (« le million sur les Champs Elysées »)... puis, faisant le bilan de cette « séparation » un mois plus tard, critiquant l'échec de la stratégie syndicale en pointant l'inefficacité de la séparation institutionnalisée entre politique et syndical telle qu'elle résulte d'une certaine compréhension de la « Charte d'Amiens » (document de 1906 réglant les rapports entre « syndicat » et « politique » auquel l'ensemble du mouvement syndical continue à se référer).

### **Des liens nécessaires entre syndicalisme et politique...**

#### **... et des difficultés à les établir correctement**

A l'instar du PCF de la grande époque, quand celui-ci était la force motrice de l'opposition populaire, la FI entend, fort justement, se faire non seulement le relais politique de l'ensemble des luttes de résistance, mais aussi être, en tant que tel, un acteur de ces luttes de résistance, qu'elles soient sociales ou encore écologiques ou démocratiques.

Cependant, la jonction avec le mouvement social ne coule pas de source : il y a l'existence bien sûr des organisations propres à chaque secteur du mouvement social ; et également les organisations politiques qui ont une influence dans le mouvement social. Il y a ainsi une articulation à avoir dans la construction d'un front politico-social. Pour le dire clairement,

c'est une erreur tactique de faire l'impasse sur le PCF, qui a toujours une influence sur le mouvement social, et notamment dans le mouvement syndical. **Pour mobiliser efficacement, oui « l'alignement de sigles » est ici nécessaire.**

Le terrain électoral n'est en effet pas la même chose que le terrain des mobilisations de masse qui implique de mobiliser les acteurs du mouvement social, dans le respect des identités de chacun. Il n'y a pas de raccourci possible.

Jean-Luc Mélenchon ignore, superbement, l'existence du parti communiste, le considérant comme un partenaire insignifiant. Si l'aura du PC, de fait, n'est plus très reluisante, à cause notamment de sa politique historiquement suiviste depuis 30 ans à l'égard du PS qui en a fait son appendice, il s'agit d'une organisation qui réunit encore beaucoup de militants actifs dans les luttes. La FI doit en tenir compte.

Le fait que ces militants n'ont pas choisi, sauf une minorité, de rejoindre le mouvement France Insoumise ne peut leur être opposé, car ce n'est pas de cela qu'il s'agit : il ne s'agit pas ici de déposer 1 candidature à une élection, mais bien d'être efficace en construisant le « front politico-social » capable de mobiliser contre Macron.

## **Construire le « front politico-social » sur un contenu**

Par contre, bien sûr, un « front » doit être borné. C'est l'orientation qui prime, pas l'objectif du rassemblement fourre-tout sur le plus petit dénominateur commun. On le voit clairement avec certaines organisations syndicales dont les positions les situent nettement du côté des patrons et du gouvernement ; on le voit aussi avec certaines organisations politiques, en particulier bien sûr le PS, qui a lui aussi encore une « influence » dans le mouvement social, mais une influence négative.

Pour ceux qui n'auraient pas encore compris la véritable nature du PS, il suffit de voir le formidable ralliement d'Olivier Dussopt, l'homme qui retourne sa veste plus vite que son ombre, au gouvernement Macron comme secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique... 3 jours après avoir voté contre le budget présenté par cette même équipe gouvernementale !

Quant au mouvement « Génération-s » de Benoît Hamon... ces nouveaux habits ne peuvent faire oublier qu'il a joué la carte de la division jusqu'au bout pendant l'élection présidentielle ! Cette organisation, qui critique en parole le social-libéralisme du PS pour s'allier avec le PCF et EELV en cherchant à les détacher de la FI, n'est qu'une manœuvre de plus pour donner une nouvelle virginité à la social-démocratie.

Mais la France Insoumise, force politique dominante dans le paysage de la résistance au gouvernement, ne pourra déjouer toutes les manœuvres qu'en poursuivant une ligne de rupture avec la social-démocratie libérale et européenne, ligne que le PCF doit aussi développer, pour qu'ensemble FI et PCF soient à l'initiative de la constitution du front de lutte politico-social contre le camp social-libéral et européen dirigé par Macron !

La lutte de classe se mène sur tous les fronts. Face au rouleau compresseur des attaques ultra-libérales et européennes macroniennes, il faut structurer le front de la résistance avec un programme de lutte permettant de répondre aux intérêts les plus immédiats des travailleurs et de leurs familles.

**A la France Insoumise d'œuvrer publiquement à rassembler le camp anti-libéral et eurocritique politique et syndical pour poursuivre le combat** contre les attaques incessantes de ce gouvernement de laminage des acquis des travailleurs.